

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

Arrêté préfectoral complémentaire

du 25 JAN. 2000

prescrivant les modifications des conditions d'exploitation, en vue de la mise en sécurité
du site de la carrière de la Société des Carrières de SAINT-NABOR,
aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", communes de SAINT-NABOR et OTTROTT

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 et le Code minier,
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des mines et des carrières,
- VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renoncations à celles-ci et notamment son article 32 fixant les dispositions transitoires applicables aux carrières légalement ouvertes avant le 1er octobre 1971,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU la déclaration des droits acquis présentée par la Société des Carrières de SAINT-NABOR le 13 avril 1972 en vue de la poursuite de l'exploitation de la carrière de roche massive des communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker" et pour une durée de 30 ans,
- VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1982 réglementant les conditions d'exploitation des installations de premier traitement des matériaux de la carrière,
- VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989 réglementant les conditions d'exploitation de la carrière de roche massive des communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", sur une superficie de 32 ha 50 a 49 ca,

- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 1999 prescrivant des modifications des conditions d'exploitation en vue de la mise en sécurité du site de la carrière de la Société des Carrières de SAINT-NABOR, au lieu-dit "Buergerwald", commune de SAINT-NABOR,
- VU la demande présentée le 1er juin 1995 par la Société des carrières de SAINT-NABOR de modification des conditions d'exploitation en vue de la mise en sécurité du site de la carrière,
- VU les avis des conseils municipaux et des services, ainsi que les avis exprimés au cours de l'enquête publique du 16 août au 16 septembre 1995 et l'avis du 15 décembre 1995 de la commission d'enquête,
- VU les rapports JPAC/13899/avril 1999 et JPAC/15399/octobre 1999 de mise en sécurité et d'insertion paysagère du Cabinet JPA Consultants (JPAC) 69300 CALUIRE,
- VU l'étude réalisée par la mission d'inspection spécialisée de l'environnement (MISE) du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Conseil Général des Ponts et Chaussées), son rapport du 22 octobre 1998 et, notamment, sa recommandation relative à la nécessité d'une tierce expertise technique de l'ensemble des études réalisées sur la mise en sécurité des carrières de SAINT-NABOR,
- VU la tierce expertise réalisée par l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INÉRIIS) dans le cadre de la mise en sécurité et la remise en état des Carrières de SAINT-NABOR et son rapport DRS-99-22235/R01bis du 10 août 1999,
- VU le rapport JPAC/15399/octobre 1999 d'étude de la sécurité et des conditions d'insertion dans le paysage de l'espace affecté par l'exploitation de la carrière de SAINT-NABOR du Cabinet JPA Consultants (JPAC),
- VU l'avis de l'INÉRIIS du 25 novembre 1999 de l'étude de la mise en sécurité des fronts d'OTTROTT et d'ATHEN exposée par JPA Consultants dans son rapport JPAC/15399/octobre 1999.
- VU les arrêtés préfectoraux des 8 mars et 6 septembre 1996, 6 mars et 11 septembre 1997, 27 février, 10 septembre et 11 décembre 1998, 14 juin et 24 novembre 1999 prolongeant les délais pour statuer jusqu'au 19 juin 2000,
- VU les Plans d'occupation des sols (P.O.S.) des communes de SAINT-NABOR et d'OTTROTT,
- VU les rapports de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) des 2 juillet 1998 et 6 décembre 1999,
- VU l'avis de la Commission départementale des carrières du 22 décembre 1999,
- VU les observations du demandeur,

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en sécurité le site de la carrière de SAINT-NABOR, dont les fronts de grande hauteur présentent des risques d'éboulement majeur,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

I- DÉFINITION DES INSTALLATIONS ET DES PÉRIMÈTRES - RÈGLES GÉNÉRALES

Article 1er : OBJET DE L'ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

La Société des carrières de SAINT-NABOR, dont le siège social est rue des Carrières 67530 SAINT-NABOR, désignée ci-après par "l'exploitant", est autorisée à exploiter sur le territoire des communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, jusqu'au 12 avril 2002, les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

| Désignation de l'activité | Rubrique | Régime | Quantité |
|--|----------|--------|--|
| Carrière, à ciel ouvert, de roche massive (grauwackes et porphyres) | 2510 | A | surface : 42 ha 65 a 92 c a tonnage annuel maximal : 1 220 000 t |
| Installation de traitement | 2515 | A | tonnage annuel maximal : 820 000 t puissance en kW : > 200 kW |
| Transformateur PCB | 1180 | D | > 30 l |

Quantité totale de matériaux :

- autorisée à extraire : 2 740 000 t
- autorisée à traiter : 1 840 000 t
- à laisser sur place : 900 000 t (constitution de merlons et remblais).

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, un tiers (1/3) du volume des matériaux abattus devra rester sur place, en vue de réaliser les merlons et remblais prescrits par le présent arrêté.

Cette autorisation est accordée afin de permettre la mise en sécurité du site de la carrière qui devra être réalisée dans le délai imparti.

Article 2 : CONDITIONS ET LIMITES DE L'AUTORISATION

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 16 juillet 1982, 13 juillet 1989 et 28 juin 1999 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Par référence au plan cadastral, annexé au présent arrêté, levé, dressé et mis à jour le 17 février 1995 par le Cabinet WEIBEL J.P., Géomètre expert DPLG à STRASBOURG, les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'intérieur des limites définies ci-après :

. côté Commune d'OTTROTT :

le polygone défini par :

la limite communale séparant les communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR et le polygone Dg, Dh, V, X, N₂, M₂, L₂, K₂, J₂, K₃, W, Y Tb, Ta, dans la limite de la zone de carrière NCc1 définie au Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de la commune, en vigueur à la date de la signature du présent arrêté, et dans la limite de l'implantation des ouvrages définis au plan annexé au présent arrêté (plan P1/JPAC/15399/octobre 1999).

Le secteur du polygone W, U, A₄, A, B, Y, W, réservé au stockage des matériaux et matériels liés à l'exploitation de la carrière, n'est pas concerné par le présent arrêté.

. côté Commune de SAINT-NABOR :

le polygone défini par :

la limite communale séparant les communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR et le polygone Dg, A₂, B₂, C₂, D₂, E₂, F₂, G₂, H₂, I₂, Bc, C, V, U, Tc, Ta, dans la limite matérialisée par la clôture posée en 1993, et dans la limite de l'implantation des ouvrages définis aux plans annexés au présent arrêté (plan JPAC/13899/avril 1999 pour le front de SAINT-NABOR ; plan P2/PAC/15399/octobre 1999 pour le front du secteur ATHEN).

Dans le présent arrêté, les cotes sont données en cote NGF.

Les prélèvements de matériaux sous la cote 380 ne sont autorisés que pour la réalisation de la fosse, prescrite à l'article 11.2.1.2. du présent arrêté.

Tout projet de modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclaré à l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

Article 3 : DROITS DES TIERS

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 4 : DÉCLARATION DES INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 5 : MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 6 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité du public et du personnel,
- maintenir la stabilité des terrains, de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

Article 7 : ARRÊT DÉFINITIF

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifié. La notification de l'arrêt définitif doit être adressée au préfet 6 mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation. Elle doit être accompagnée du dossier prévu à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

II- AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES ET GARANTIES FINANCIÈRES

Article 8 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

8.1. Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant placera :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation défini à l'article 2 ;
- des bornes de nivellement permettant de repérer les cotes de fond de fouille (côté OTTROT et côté SAINT-NABOR).

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux de mise en sécurité et de remise en état du site.

8.2. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

8.3. L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 9 : GARANTIES FINANCIÈRES

9.1. L'activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation. La remise en état du site comporte la mise en sécurité des fronts de taille.

9.2. L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les plans de mise en sécurité et de remise en état annexés au présent arrêté.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est de 48 033 774 F TTC jusqu'au terme de la présente autorisation.

9.3. Justification des garanties financières

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié, et sera transmis au Préfet dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

9.4. Appel aux garanties financières

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

9.5. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

9.6. Levée des garanties financières

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis des maires des communes d'implantation de la carrière, le Préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

III- CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 10 : TRAVAUX PRÉPARATOIRES

10.1. Décapage

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains sera limité aux besoins des travaux d'exploitation.

On ne procédera au décapage que selon les prescriptions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique) sera avisée, au moins 3 semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères seront enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte,
- aucun déplacement des horizons humifères n'aura lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins devra être évitée sur les zones à décapier,
- les opérations de décapage auront lieu à la pelle rétro et en aucun cas au chargeur ou à l'aide de l'engin d'extraction.

10.2. Les terres de découverte et les horizons humifères seront stockés sur le site en respectant les règles suivantes :

- stockage distinct entre horizons humifères et terres de découverte,
- les stocks de matériaux décapés auront des pentes ne dépassant pas 45°.

10.3. Aucun enlèvement de terres de découverte et d'horizons humifères du site ne pourra avoir lieu.

10.4. Toute mise à nu d'éventuels vestiges provenant de gisements archéologiques, sera immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique).

10.5. La continuité des éventuels fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation devra être assurée.

Article 11 : MISE EN SÉCURITÉ

11.1. Prescriptions techniques

Les terrassements pourront être entrepris simultanément sur les fronts d'OTTROTT et de SAINT-NABOR.

La mise en sécurité s'effectuera en plusieurs phases, du haut vers le bas, par terrassements de niveaux ou parties de niveaux successifs d'au moins 50 m de dimension latérale, par prédécoupage, abattage et poussage.

Sur chaque zone en chantier, les terrassements de niveau n-1 (ou partie de niveau) ne pourront être entrepris qu'après achèvement de ceux de niveau n (ou partie de niveau au droit du niveau n-1), le niveau n étant le plus élevé, et que si les règles ci-dessous de prédécoupage et d'abattage sont respectées. Cette règle conduit à un abattage décalé sur plusieurs niveaux, le niveau n étant celui où les travaux sont les plus avancés.

Les fronts séparant deux plates-formes consécutives auront une pente de 2/1 (2 vertical, 1 horizontal).

Les plates-formes auront environ 10 m de largeur, à l'exception de la plate-forme supérieure du front d'OTTROTT qui aura environ 15 m de largeur.

Les dièdres rocheux instables seront abattus ; la purge de chaque talus et de chaque front non remodelé sera effectuée de façon à assurer sa stabilité dans le temps.

Le bord de chaque gradin sera écrêté, les déblais ainsi produits seront évacués.

Les plates-formes et le carreau de la carrière devront être aplanis avant le régalaie des terres de découverte.

- Prédécoupage

L'implantation des fronts de prédécoupage des terrassements de chaque niveau sera assurée par un géomètre expert.

Le prédécoupage se fera sur une longueur d'au moins 50 m, par foration de trous distants au plus de 80 cm, depuis la surface du terrain naturel ou depuis la surface de terrain obtenu en fin de phase précédente (niveau n) et jusqu'au niveau de base de la phase en cours (niveau n-1), et chargés suivant les règles de l'art pour obtenir le meilleur prédécoupage possible de façon à assurer l'essentiel de la stabilité des futurs talus.

A cet effet, l'exploitant procédera à tous essais et réglages nécessaires de ses plans de tir de prédécoupage. Le prédécoupage doit être adapté à l'évolution de la structure de la roche.

- Abattage

Il ne sera entrepris sur chaque plate-forme, qu'une fois le prédécoupage achevé sur tout le pourtour de la zone concernée du front arrière.

Chaque tir d'abattage sera repéré avec précision sur un plan à l'échelle 1/200e. Ce plan sera mis à jour après chaque tir et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- Poussage

Sous la zone de poussage, un secteur de protection sera déterminé physiquement par un merlon.

11.2. Mise en sécurité des fronts

La mise en sécurité des fronts se fera conformément au rapport JPAC/13899/avril 1999 pour le front de SAINT-NABOR et au rapport JPAC/15399/octobre 1999 pour les fronts d'ATHEN et OTTROT (plans joints au présent arrêté).

Le projet de l'ensemble des plates-formes, dont la réalisation est prescrite par le présent article sera porté sur le plan prévu à l'article 15.

Pour les fronts d'OTTROT et d'ATHEN et pour la réalisation des remblais et merlons relatifs à ces fronts et au carreau de la carrière, un géomètre-expert, mandaté par l'exploitant, assurera, si besoin, le calage à la réalité topographique du terrain, des modèles définis par les points dont les coordonnées X, Y et Z sont données par les tableaux des articles 11.2 et 25.2 du présent arrêté. Ce nouveau modèle sera alors proposé par le géomètre sous forme d'un rapport qui sera transmis au préfet dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

11.2.1. Mise en sécurité du front d'OTTROT

11.2.1.1. *Création de plates-formes :*

La mise en sécurité du front d'OTTROT se fera conformément au plan annexé au présent arrêté (plan P1/JPAC/15399).

Elle comportera sur la partie Est du front, les plates-formes supérieure (S) et inférieure (I) obtenues par déblai selon le modèle défini par les coordonnées X, Y et Z des points PS1 à PS32 et PI1 à PI19 indiqués au tableau ci-dessous :

(Les coordonnées sont exprimées dans le système LAMBERT II)

Plate-forme supérieure

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| PS1 | 975713,0 | 95662,2 | 395,0 |
| PS2 | 975702,0 | 95675,7 | 396,7 |
| PS3 | 975692,2 | 95685,6 | 398,1 |
| PS4 | 975684,0 | 95691,9 | 399,2 |
| PS5 | 975677,0 | 95697,2 | 400,0 |
| PS6 | 975666,0 | 95699,4 | 401,2 |
| PS7 | 975652,0 | 95701,3 | 402,6 |
| PS8 | 975637,0 | 95702,0 | 404,1 |
| PS9 | 975610,0 | 95698,9 | 406,8 |
| PS10 | 975572,0 | 95690,2 | 410,7 |
| PS11 | 975530,0 | 95679,6 | 419,4 |
| PS12 | 975509,0 | 95671,4 | 423,9 |
| PS13 | 975464,0 | 95652,3 | 428,8 |

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| PS14 | 975415,0 | 95619,3 | 434,7 |
| PS15 | 975377,0 | 95587,0 | 439,7 |
| PS16 | 975378,0 | 95574,7 | 440,9 |
| PS17 | 975363,1 | 95573,5 | 440,1 |
| PS18 | 975361,1 | 95585,7 | 438,9 |
| PS19 | 975368,2 | 95597,5 | 438,9 |
| PS20 | 975406,1 | 95632,5 | 433,9 |
| PS21 | 975458,2 | 95666,1 | 428,0 |
| PS22 | 975502,9 | 95685,8 | 423,1 |
| PS23 | 975526,3 | 95694,1 | 418,6 |
| PS24 | 975568,7 | 95704,8 | 410,0 |
| PS25 | 975608,3 | 95713,9 | 406,1 |
| PS26 | 975637,6 | 95716,9 | 403,3 |
| PS27 | 975654,0 | 95716,0 | 401,8 |
| PS28 | 975668,9 | 95714,2 | 400,4 |
| PS29 | 975686,7 | 95709,9 | 399,3 |
| PS30 | 975693,3 | 95703,7 | 398,4 |
| PS31 | 975702,5 | 95696,3 | 397,4 |
| PS32 | 975713,6 | 95685,2 | 396,0 |

Plate-forme inférieure

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| PI1 | 975715,0 | 95625,7 | 380,0 |
| PI2 | 975687,0 | 95668,2 | 385,0 |
| PI3 | 975669,0 | 95681,3 | 388,0 |
| PI4 | 975643,0 | 95684,7 | 391,0 |
| PI5 | 975620,0 | 95682,2 | 394,0 |
| PI6 | 975573,0 | 95674,5 | 406,0 |
| PI7 | 975543,0 | 95668,4 | 410,0 |
| PI8 | 975507,0 | 95656,0 | 415,0 |
| PI9 | 975467,0 | 95639,7 | 426,0 |
| PI10 | 975463,1 | 95649,3 | 425,5 |
| PI11 | 975503,8 | 95665,5 | 414,5 |
| PI12 | 975541,0 | 95677,9 | 409,5 |
| PI13 | 975571,4 | 95684,0 | 405,5 |
| PI14 | 975618,4 | 95692,1 | 393,5 |
| PI15 | 975641,9 | 95693,8 | 390,5 |
| PI16 | 975670,4 | 95692,0 | 387,5 |
| PI17 | 975675,4 | 95690,1 | 387,5 |
| PI18 | 975692,8 | 95676,0 | 384,5 |
| PI19 | 975695,1 | 95673,5 | 379,5 |

Les tronçons de plates-formes seront aménagés de manière à leur conférer une pente longitudinale maximale de 20 %, en respectant au mieux le profil visé par les coordonnées des tableaux ci-dessus.

11.2.1.2. Mise en sécurité passive :

Conformément au rapport INÉRIIS DRS-99-22235/R01bis du 10 août 1999 et à son avis du 25 novembre 1999, il conviendra de prévoir des dispositions pérennes interdisant toute entrée de personnes dans les secteurs où des éboulements risquent de se produire.

L'exploitant réalisera une fosse "piège à blocs" sous le front d'OTTROTT. Elle s'étendra de l'extrémité Est du front à la ligne de base du remblai A défini à l'article 25.2 du présent arrêté.

Cette fosse de 10 m de largeur et 6 m de profondeur sera réalisée à une distance d'au moins 5 m du front. Le côté de la fosse se trouvant du côté du pied du front sera prédécoupé conformément aux prescriptions du présent article.

L'exploitant mettra en place les aménagements complémentaires suivants :

- une clôture solide et efficace d'au moins 2 m de hauteur :
 - dans la limite du périmètre autorisé, à au moins 20 m de la tête du front,
 - en fin des travaux de mise en sécurité, à l'entrée des banquettes pour en interdire l'accès (sauf pour des travaux ponctuels),
 - sur le bord du sommet des merlons A et B définis ci-après, du côté opposé au front d'OTTROTT. Cette clôture reliera d'une manière continue les merlons A et B en contournant la fosse où se trouve le remblai A défini à l'article 25.2 du présent arrêté.
- les dispositifs d'évacuation des eaux de ruissellement et de fractures conformément à l'article 12 du présent arrêté,
- les merlons A et B conformément au plan P1/JPAC/15399/octobre 1999 selon le modelé défini par les coordonnées X, Y, Z des points M1 à M24 pour le merlon A et des points MB1 à MB14 pour le merlon B indiqués au tableau ci-dessous :

(Les coordonnées sont exprimées dans le système LAMBERT II)

Axe de merlon A Les cotes sont celles du sommet du merlon

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| M1 | 975401,0 | 95420,3 | 380,0 |
| M2 | 975428,0 | 95453,9 | 378,4 |
| M3 | 975440,0 | 95470,4 | 377,6 |
| M4 | 975459,0 | 95482,9 | 376,7 |
| M5 | 975477,0 | 95494,1 | 375,9 |
| M6 | 975488,0 | 95503,3 | 375,4 |
| M7 | 975494,0 | 95518,5 | 374,8 |
| M8 | 975501,0 | 95538,8 | 374,0 |
| M9 | 975515,0 | 95556,6 | 373,1 |
| M10 | 975527,0 | 95569,8 | 372,4 |
| M11 | 975541,0 | 95579,7 | 371,8 |
| M12 | 975559,0 | 95586,9 | 371,0 |
| M13 | 975577,0 | 95594,2 | 370,3 |
| M14 | 975588,0 | 95604,7 | 369,7 |
| M15 | 975598,0 | 95614,6 | 369,2 |
| M16 | 975609,0 | 95620,5 | 368,7 |
| M17 | 975627,0 | 95623,2 | 368,0 |
| M18 | 975648,0 | 95620,5 | 367,2 |
| M19 | 975665,0 | 95619,9 | 367,5 |
| M20 | 975677,0 | 95622,5 | 368,0 |
| M21 | 975689,0 | 95620,5 | 368,0 |
| M22 | 975700,0 | 95609,3 | 367,0 |
| M23 | 975712,0 | 95602,7 | 366,0 |
| M24 | 975727,0 | 95601,4 | 365,0 |

Axe de merlon B Les cotes sont celles du sommet du merlon

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| MB1 | 975296,0 | 95427,7 | 399,0 |
| MB2 | 975281,0 | 95427,7 | 402,0 |
| MB3 | 975257,0 | 95424,3 | 403,5 |
| MB4 | 975248,0 | 95415,1 | 406,0 |
| MB5 | 975239,0 | 95412,6 | 406,0 |
| MB6 | 975222,0 | 95417,3 | 404,0 |
| MB7 | 975213,0 | 95413,4 | 405,5 |
| MB8 | 975208,0 | 95404,3 | 405,0 |
| MB9 | 975202,0 | 95392,2 | 406,0 |
| MB10 | 975196,0 | 95385,7 | 406,5 |
| MB11 | 975189,0 | 95381,8 | 406,5 |
| MB12 | 975180,0 | 95368,8 | 405,0 |
| MB13 | 975174,0 | 95360,1 | 406,0 |
| MB14 | 975161,0 | 95350,6 | 405,5 |

11.2.2. Mise en sécurité du front de SAINT-NABOR

11.2.2.1. Création de plates-formes

La mise en sécurité du front de SAINT-NABOR se fera par secteurs, conformément au plan JPAC/13899/avril 1999 annexé au présent arrêté. Les secteurs sont définis au plan JPAC/14499/avril 1999 annexé au présent arrêté. Elle comportera les plates-formes obtenues par déblai dans les secteurs et altitudes ci-après :

| Secteur | N° de banquette | Altitude Ouest (m) | Altitude Est (m) |
|---------|-----------------|--------------------|------------------|
| STN1 | P6S1 | 452 | 465 |
| | P5S1 | 437 | 449 |
| | P4S1 | 419 | 433 |
| | P3S1 | 419 | 424 |
| | P2S1 | 406 | 410 |
| STN3 | P6S3 | 482 | 491 |
| | P5S3 | 467 | 477 |
| | P4S3 | 452 | 463 |
| | P3S3 | 426 | 427 |
| | P2S3 | 410 | 408 |
| STN4 | P7S4 | 491 | 514 |
| | P6S4 | 477 | 500 |
| | P5S4 | 463 | 486 |
| | P4S4 | 449 | 470 |
| | P3S4 | 427 | 434 |
| | P2S4 | 408 | 410 |
| STN5 | P6S5 | 500 | 496 |
| | P5S5 | 486 | 480 |
| | P4S5 | 470 | 463 |
| | P3S5 | 455 | 452 |
| | P2S5 | 434 | 434 |
| | P1S5 | 410 | 411 |

Dans le secteur STN2, des liaisons seront assurées entre les plates-formes P5S3 et P6S1, P4S3 et P5S1, P3S3 et P3S1, et les plates-formes P2S3 et P2S1.

11.2.3. Mise en sécurité de la carrière ATHEN

11.2.3.1. *Création de plates-formes :*

La mise en sécurité du front d'ATHEN se fera conformément au plan P2/JPAC/15399, après accord des propriétaires des terrains concernés.

Elle comportera les plates-formes obtenues par déblai selon le modelé défini par les coordonnées X, Y, Z des points a1-1 à a1-13, a2-1 à a2-13 et a3-1 à a3-9 indiqués au tableau ci-dessous :

(Les coordonnées sont exprimées dans le système LAMBERT II)

Plates-formes secteur ATHEN

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| a1-1 | 975647,0 | 95389,5 | 400,0 |
| a1-2 | 975703,0 | 95363,4 | 400,0 |
| a1-3 | 975720,0 | 95365,1 | 400,0 |
| a1-4 | 975749,0 | 95364,7 | 400,0 |
| a1-5 | 975782,0 | 95376,2 | 400,0 |
| a1-6 | 975819,0 | 95407,6 | 400,0 |
| a1-7 | 975832,0 | 95410,6 | 400,0 |
| a1-8 | 975828,0 | 95402,0 | 400,0 |
| a1-9 | 975785,0 | 95362,9 | 400,0 |
| a1-10 | 975761,0 | 95350,9 | 400,0 |
| a1-11 | 975725,0 | 95340,2 | 400,0 |
| a1-12 | 975709,0 | 95353,1 | 400,0 |
| a1-13 | 975666,0 | 95369,8 | 400,0 |
| a2-1 | 975657,0 | 95365,1 | 415,0 |
| a2-2 | 975700,0 | 95346,2 | 415,0 |
| a2-3 | 975705,0 | 95340,6 | 415,0 |
| a2-4 | 975716,0 | 95336,8 | 415,0 |
| a2-5 | 975684,0 | 95340,6 | 415,0 |
| a2-6 | 975652,0 | 95358,2 | 415,0 |
| a2-7 | 975751,0 | 95334,2 | 415,0 |
| a2-8 | 975758,0 | 95341,1 | 415,0 |
| a2-9 | 975767,0 | 95342,8 | 415,0 |
| a2-10 | 975825,0 | 95384,4 | 415,0 |
| a2-11 | 975832,0 | 95381,8 | 415,0 |
| a2-12 | 975829,0 | 95375,0 | 415,0 |
| a2-13 | 975790,0 | 95348,3 | 415,0 |
| a3-1 | 975659,0 | 95334,2 | 430,0 |
| a3-2 | 975660,0 | 95323,0 | 430,0 |
| a3-3 | 975707,0 | 95309,7 | 430,0 |
| a3-4 | 975741,0 | 95309,7 | 430,0 |
| a3-5 | 975780,0 | 95316,2 | 430,0 |
| a3-6 | 975790,0 | 95321,8 | 430,0 |
| a3-7 | 975787,0 | 95328,6 | 430,0 |
| a3-8 | 975730,0 | 95311,5 | 430,0 |
| a3-9 | 975719,0 | 95317,5 | 430,0 |

Ces plates-formes ne seront réalisées que dans les parties ayant au moins 10 m de largeur.

11.2.3.2. Création d'un remblai :

Un remblai sera créé en pied de front tel qu'il est défini au plan P2/JPAC/15399.

11.2.4. Mise en sécurité passive des fronts de SAINT-NABOR et ATHEN

Conformément au rapport INERIS DRS-99-22235/R01bis du 10 août 1999, il conviendra de prévoir des dispositions pérennes interdisant toute entrée de personnes dans les secteurs où des éboulements risquent de se produire.

L'exploitant mettra en place les aménagements complémentaires suivants :

- une clôture solide et efficace d'au moins 2m de hauteur :
 - dans la limite du périmètre autorisé, à au moins 20 m de la tête des fronts et après accord des propriétaires des terrains concernés pour le front d'ATHEN,
 - en fin des travaux de mise en sécurité, à au moins 30 m du pied du front de la carrière de SAINT-NABOR ou du pied du remblai de la carrière ATHEN,
 - en fin des travaux de mise en sécurité, à l'entrée des banquettes pour en interdire l'accès (sauf pour des travaux ponctuels),
- en fin des travaux de mise en sécurité, un merlon d'au moins 2 m de hauteur à 20 m du pied du front de la carrière de SAINT-NABOR ou du pied du remblai de la carrière ATHEN,
- les dispositifs d'évacuation des eaux de ruissellement et de fractures conformément à l'article 12 du présent arrêté.

Article 12 : ÉVACUATION DES EAUX DE RUISSellement ET DE FRACTURES

Les eaux de ruissellement et de fractures sur les fronts d'OTTROTT, SAINT-NABOR et d'ATHEN devront être évacuées au plus vite, en évitant au maximum infiltration et ruissellement. A cet effet, les eaux devront être rassemblées et non étalées sur les fronts et, pour assurer leur évacuation, l'exploitant réalisera :

- un fossé étanche de collecte des eaux en amont de l'ensemble des talus, dans la limite du périmètre autorisé et après accord des propriétaires concernés pour le front d'ATHEN,
- des plates-formes ayant :
 - une contre-pente d'environ 5 % permettant aux eaux de se rassembler en pied de talus,
 - un profil longitudinal conduisant les eaux rassemblées en pied de talus vers des points bas, dont le nombre sera minimisé,
 - en chaque point bas, un caniveau ramenant les eaux collectées vers le talus inférieur. Il sera réalisé avec des matériaux drainants et aura une pente d'environ 5 %,
 - un merlon de 2 m de hauteur sur les plates-formes du front d'OTTROTT. Ce merlon, en bord de plate-forme, ne sera pas réalisé avec des matériaux drainants, mais ne devra pas gêner l'écoulement des caniveaux.
- en prolongement de ces caniveaux, des gouttières ou entailles réalisées selon la ligne de plus grande pente des talus. Ces entailles seront suffisamment dimensionnées, en fonction notamment du niveau où elles se trouvent ; elles permettront de canaliser les eaux d'une plate-forme d'un niveau n à un niveau n-1. Ces entailles pourront être réalisées par tir de découpage.

L'ensemble des eaux recueillies seront canalisées au pied des fronts vers des lieux qu'il conviendra de définir avec les propriétaires des terrains.

IV- SÉCURITÉ PUBLIQUE

Article 13 : ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE

13.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

13.2. En complément des prescriptions des articles 11.2.1.2. et 11.2.4. relatives à la mise en place, dans la limite du périmètre autorisé, de clôtures solides et efficaces, des clôtures de même type seront mises en place en vue d'interdire l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation.

Le danger et les interdictions d'accès seront signalés par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Les interdictions de décharge de quelque matériau que ce soit, seront signalés par des panneaux placés sur les chemins et à proximité des limites de la carrière.

Article 14 : DISTANCES DE REcul - PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS

Sur l'ensemble des fronts, les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

V- PLANS D'EXPLOITATION

Article 15 : PLANS D'EXPLOITATION

15.1. Plans et mise à jour

15.1.1. Il sera établi, pour l'ensemble des fronts, des plans d'exploitation par secteur ou ensemble de secteurs de mise en sécurité définis à l'article 11.2., à l'échelle 1/200e, orientés, comprenant un maillage selon le système LAMBERT. Pour faciliter la réalisation de ces plans, le front d'OTTROTT pourra être divisé en différents secteurs.

Le projet de l'ensemble des plates-formes, dont la réalisation est prescrite à l'article 11.2., sera porté sur les plans prévus au présent article.

Sur ces plans seront également reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte la présente autorisation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 5 mètres d'altitude), les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,

- les limites des secteurs de mise en sécurité définis à l'article 11.2.2. pour le front de SAINT-NABOR ou des secteurs qui seraient définis pour le front d'OTTROTT,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage prescrit à l'article 8.1. du présent arrêté,
- la position des clôtures,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées (remblais ou merlons) et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les pistes de circulation menant aux différentes plates-formes.

Ces plans seront mis à jour après chaque tir par l'exploitant et tous les trois mois par un géomètre expert.

15.1.2. Il sera également établi, pour l'ensemble de la carrière, un plan d'exploitation à l'échelle au 1/1000^e, dans les mêmes conditions que les plans définis à l'article 15.1.1. Ce plan sera mis à jour tous les six mois par un géomètre expert indépendant.

15.2. Communication des plans

Les plans d'exploitation seront conservés sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Les plans complets, tels que définis à l'article 15.1. seront communiqués dès leur mise à jour, à la DRIRE et ce, avant la fin des trois mois qui suivent la notification du présent arrêté. Ces plans seront ensuite transmis à la DRIRE, tous les trois mois pour les plans au 1/200^e des zones en chantier, et tous les six mois pour le plan au 1/1000^e.

Des relevés topographiques complémentaires, coupes et profils, pourront être demandés par la DRIRE et lui être communiqués sur simple demande.

Article 16 : BILANS DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

16.1. Trois mois après la signature du présent arrêté, puis tous les six mois, l'exploitant présentera à la DRIRE un planning des travaux qu'il se propose de réaliser pour les six mois à venir.

16.2. Tous les six mois, l'exploitant adressera à la DRIRE :

- un bilan des volumes des matériaux abattus, traités et mis en remblais ou merlons,
- un bilan par secteur, des travaux réalisés et restant à réaliser,
- une analyse critique de l'avancement de ces travaux, compte tenu du délai de leur réalisation défini à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette analyse et les bilans présentés pourront être soumis à l'avis d'un tiers expert, sur demande de la DRIRE et aux frais de l'exploitant.

16.3. Une étude de confirmation de la stabilité de l'ensemble des fronts pourra être demandée au cours de la réalisation de la mise en sécurité ou à la fin de ces travaux.

VI- PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

Article 17 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et les risques de nuisance par le bruit, et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 18 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

18.1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

18.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- . 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

18.3. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 19 : SURVEILLANCE DES REJETS

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

Article 20 : REJETS D'EAUX DANS LE MILIEU NATUREL

20.1. Eaux de procédé

Les eaux de procédé de traitement de matériaux seront prélevées sur la canalisation d'eau de la commune de SAINT-NABOR.

Les rejets hors du site autorisé, d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux sont interdits.

Le bassin de décantation :

- devra être suffisamment dimensionné pour absorber le débit et la charge des eaux y pénétrant,
- aura une forme et une conception facilitant la sédimentation des matières en suspension et son curage,
- sera régulièrement curé, pour éviter sa saturation.

20.2. Eaux pluviales, eaux de nettoyage

Les eaux pluviales et eaux de nettoyage des aires étanchéifiées seront décantées, canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures et devront être conformes aux valeurs et prescriptions suivantes avant rejet dans le milieu naturel :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30° C,
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90-101),
- hydrocarbures : concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90-114).

20.3. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques provenant des éventuelles installations annexes, ainsi que les eaux prétraitées, devront être évacuées conformément au Code de la santé publique.

Lorsqu'il ne sera pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation devront faire appel aux techniques de l'assainissement autonome.

L'accord de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales devra être obtenu sur la filière retenue. De même, l'accord du service chargé de la Police de l'eau sur la conception et l'implantation des ouvrages sera nécessaire.

Article 21 : POUSSIÈRES

21.1. L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux seront aussi complets et efficaces que possible.

Conformément à l'article 19-III de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, l'exploitant fera réaliser par un organisme compétent, une étude faisant connaître, en vue de la mise en place d'un réseau approprié de mesure de retombées de poussières dans l'environnement, le nombre et les conditions d'installation et d'exploitation des appareils de mesure.

21.2. Les pistes de circulation seront arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Article 22 : DÉCHETS

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément, puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées.

L'incinération, la mise en décharge ou le simple abandon de déchets sur le site même sont interdits.

L'exploitant mettra en place une surveillance pour éviter tout déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets.

Article 23 : BRUITS ET VIBRATIONS (en dehors des tirs de mines)

23.1. L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les niveaux limites de bruit et d'émergence à ne pas dépasser sont définis conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Ils ne devront pas dépasser aux points indiqués les valeurs définies dans les tableaux ci-après :

| Niveau limite continu équivalent pondéré : 70 dB (A) (en limite du périmètre d'exploitation autorisé) | | | |
|--|---------|---|--------|
| Émergence (définie à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994) | | | |
| 6 h 30 | 21 h 30 | 21 h 30 | 6 h 30 |
| Sauf dimanches et jours fériés | | ainsi que les dimanches et jours fériés | |
| Inférieur ou égal à 5 dB (A) | | inférieur ou égal à 3 dB (A) | |

23.2. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.

23.3. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et engins de chantier utilisés dans la carrière devront être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

23.4. Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. (hormis en ce qui concerne les tirs de mines - cf. prescriptions particulières).

Article 24 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

VII- DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE

Article 25 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

25.1. L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérente à l'exploitation.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Les prescriptions du présent arrêté relatives à la création de plates-formes sur les fronts d'OTTROTT, SAINT-NABOR et ATHEN font parties des dispositions de remise en état du site.

25.2. Création de remblais

Afin d'effacer sur le carreau de la carrière les cicatrices laissées par l'exploitation, l'exploitant créera avec les seuls matériaux issus du site, les remblais A (44 000 m³), B (21 000 m³), C1 et C2 (120 000 m³) figurant sur le plan P1/octobre 1999/JPAC/15399.

Ces remblais auront pour ligne de base les points RA1 à RA4, RB1 à RB3 et RC1 à RC4 définis par les coordonnées X, Y, Z indiquées aux tableaux ci-dessous :

Ligne de base du remblai A

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| RA1 | 975388,0 | 95511,2 | 365,0 |
| RA2 | 975403,0 | 95499,4 | 365,0 |
| RA3 | 975415,0 | 95492,4 | 365,0 |
| RA4 | 975429,0 | 95481,8 | 365,0 |

Ligne de base du remblai B

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| RB1 | 975690,0 | 95596,0 | 362,0 |
| RB2 | 975658,0 | 95512,8 | 362,0 |
| RB3 | 975598,0 | 95480,1 | 362,0 |

Ligne de base du remblai C

| N° du point | X (m) | Y (m) | Z (m) |
|-------------|----------|---------|-------|
| RC1 | 975538,0 | 95558,5 | 364,0 |
| RC2 | 975544,0 | 95522,7 | 364,0 |
| RC3 | 975589,0 | 95476,7 | 364,0 |
| RC4 | 975622,0 | 95475,6 | 364,0 |

Les remblais auront une pente régulière. Le remblai A laissera subsister la fosse, telle que prévue au plan P1 visé ci-dessus.

25.3. Dispositions de remise en état du site

L'exploitant assurera l'apport et le régalage de stériles ou concassés issus du site et de terres végétales devant conduire à une végétalisation des sols compatible avec le réaménagement ultérieur du site. Ce régalage devra respecter les pentes et contre-pentes des plates-formes résultant des prescriptions des articles 11 et 12 du présent arrêté.

Les quantités de matériaux à apporter seront précisées par une étude que l'exploitant devra faire réaliser dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

VIII- PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 26 : UTILISATION D'EXPLOSIFS - VIBRATIONS

Dans le cas où l'abattage du gisement doit être réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définira un plan de tir.

La charge maximale de produits explosifs autorisée lors des tirs d'abattage est de 150 kilogrammes par retard (charge instantanée).

L'exploitant prendra en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurera la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines auront lieu les jours ouvrables.

Les tirs de mines ne devront pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré sera une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| Fréquence en Hz | Pondération du signal |
|-----------------|-----------------------|
| 1 | 5 |
| 5 | 1 |
| 30 | 1 |
| 80 | 3/8 |

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié pour chaque tir réalisé sur la carrière, par enregistrement sur un sismographe placé dans les locaux de l'exploitant. Un autre sismographe pourra être placé dans un autre lieu à la demande de Mme le Maire de SAINT-NABOR. L'exploitant est chargé du bon état et du bon fonctionnement de ces appareils. Les relevés seront assurés et conservés par l'exploitant et tenu à la disposition de la DRIRE.

Article 27 : REMBLAYAGE

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que ceux existant naturellement sur le site est interdit, à l'exception des apports de stériles et terres végétales prescrits à l'article 25.3 du présent arrêté.

IX- DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES DIVERSES

Article 28 : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

28.1. L'exploitant fera connaître à la DRIRE, sous un mois, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. Tout changement ultérieur devra également être communiqué.

28.2. L'exploitant ouvrira l'accès de la carrière à toute personne dûment mandatée pour y assurer le contrôle des dispositions réglementaires qui y sont applicables.

28.3. L'ensemble du matériel utilisé dans la carrière et les installations de traitement et des dispositifs prescrits dans le présent arrêté sera convenablement entretenu.

28.4. Le matériel sera doté des équipements de sécurité et fera l'objet des contrôles périodiques prévus par les textes réglementaires applicables. Des registres d'entretien du matériel et des dossiers de prescriptions seront élaborés en conséquence.

28.5. Le personnel sera formé pour son travail et les dossiers de prescriptions de sécurité le concernant lui seront remis et commentés. Il sera doté des équipements de sécurité prévus par les textes réglementaires applicables.

28.6. Pendant les heures d'activité, du matériel de premier secours sera disponible sur le site.

Article 29 : FRAIS D'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

Les dépenses inhérentes aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

K- AMPLIATION - PUBLICITÉ

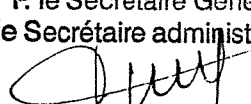
Article 30 : AMPLIATION - PUBLICITÉ

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société des carrières de SAINT-NABOR et dont ampliation sera adressée à :

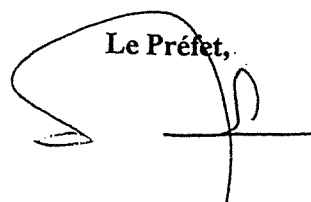
- M. le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
- M. le Maire d'OTTROTT,
- Mme le Maire de SAINT-NABOR,
- M. le Président de la Communauté de communes du canton de ROSHEIM,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur régional de l'environnement,
- M. le Directeur régional des affaires culturelles d'Alsace
- M. le Directeur régional de l'Office national des forêts,
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (trois exemplaires).

D'autre part, un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires d'OTTROTT et de SAINT-NABOR.

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général
le Secrétaire administratif


Francine SPRAUL




Le Préfet,
Philippe MARLAND

Délai et voie de recours (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de six mois à compter de sa publication ou de son affichage.